

Burundi : Le secteur privé appelle à faciliter l'accès au financement

Arrib News, 09/04/2013 Source Xinhua Le secteur privé burundais appelle à accélérer le processus de création du Fonds d'investissement, de garantie et d'accompagnement (FIGA) pour faciliter l'accès au financement, a indiqué lundi à Bujumbura Christian Nkengurutse, secrétaire général de la Chambre fédérale du commerce et d'industrie du Burundi (CFCIB). Ce fonds va servir à pallier au problème de garantie qui est l'origine des taux d'intérêts élevés pour se prémunir contre le risque de non remboursement et financer le secteur productif, a-t-il affirmé.

Le secteur privé recommande également à l'Etat burundais de mener de profondes réformes pour résoudre les problèmes d'ordre légal et institutionnel liés à l'accès au financement, de renforcer les capacités de la banque centrale pour être en mesure de s'assurer sa mission de contrôle et de supervision des institutions financières, a-t-il mentionné. Le secteur privé burundais est confronté à un problème d'accès au financement à cause de la cherté des crédits, de l'existence d'un réseau informel d'épargne et de crédit, de l'indépendance limitée de la banque centrale burundaise, de l'absence du cadre institutionnel des marchés financiers, a déploré M. Nkengurutse. Par ailleurs, le secteur privé se heurte aussi à l'absence d'informations sur les prêts à cause de l'analphabétisme d'une grande partie de la population burundaise, à une capacité limitée de remboursement, à l'insuffisance du cadre légal du système financier burundais, la présence limitée du secteur bancaire sur le territoire national (10 banques, 2 établissements financiers, 21 établissements de la microfinance, un service financier de la poste), a-t-il encore signalé.